

N'Y VOYANT PAS LA RÉPONSE À LA DÉTRESSE DE CETTE FRANGE

Le RCD désapprouve la constitutionnalisation d'un conseil de la jeunesse

Le RCD désapprouve la consécration d'un Conseil supérieur de la jeunesse dans la toute nouvelle Constitution récemment promulguée, n'y voyant point «la réponse à la détresse d'une jeunesse livrée à la précarité et à la répression».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour le bureau national de la jeunesse libre du parti, organisation juvénile mise sur pied en mai de l'année dernière, qui s'est réuni avant-hier, cette démarche relève d'une «mesure populiste qui vise à polluer le combat des jeunes Algériens pour leurs vraies revendications». Car, explique-t-il, l'idéal aurait été «d'allouer des ressources

supplémentaires à la formation et à l'innovation, parents pauvres de la loi de finances 2016, et de libérer le champ des libertés». Pour la jeunesse libre du RCD, c'est là «une preuve de plus que seules des institutions légitimes, démocratiques et crédibles peuvent jeter les bases d'un avenir de progrès, de solidarité et de liberté», ce qui, selon elle, «appelle un changement de systè-

me politique qui émane de la volonté du peuple et, donc, de sa frange majoritaire : la jeunesse». Et de préconiser la «mobilisation des jeunes autour de leurs préoccupations et revendications comme c'est le cas lors des nombreuses activités qu'elle organise et qui «démontrent que la construction d'un cadre démocratique et autonome est une nécessité vitale pour imposer un autre cours aux événements». Le bureau national de la jeunesse libre du RCD tient également à dénoncer l'exécution de la menace du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale à l'endroit

des jeunes du pré-emploi invités à rentrer chez eux une fois leurs contrats arrivés à terme.

Ce passage à l'acte qui consiste à chasser de nombreux jeunes, qui vont grossir les rangs des chômeurs au moment où le pays traverse une crise politique profonde, signe, estime cette organisation juvénile, «l'irresponsabilité de l'exécutif», y décelant une volonté de «liquider ce dispositif», synonyme de «l'échec patent de la politique d'emploi qui pèse lourdement sur la situation sociale, économique et politique du pays» qui «ne peut être sauvé par le renvoi des jeunes

dans la rue». Sur un registre proprement interne, la jeunesse libre du RCD a convenu d'un regroupement régional de ses adhérents. Prévu durant trois jours, du 31 mars au 2 avril prochain à Arris, dans la wilaya de Batna, ce conclave regroupera les jeunes militants du parti issus des wilayas de l'Est du pays. C'est là, considère-t-on, une manière de «poursuivre les activités de sensibilisation et de structuration, de semer les graines de l'espoir et d'émettre des alternatives dans un moment d'incertitudes et de crise politico-financière».

M. K.

L'EXPERT AKLI MOUSSOUNI DRESSE UN TABLEAU NOIR DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE :

«La politique agricole doit avoir comme axe de développement la sécurité alimentaire»

Selon l'expert agronome Akli Moussouni, l'Etat a assigné une mission de développement à un secteur «archaïque» et «traditionnel».

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le secteur agricole en Algérie dans sa configuration actuelle n'est pas capable de tirer la croissance du pays. En effet, ce secteur est configuré à travers ce qu'on appelle des «agrégats dispersés», du fait que chaque acteur ou entrepreneur dans le domaine agricole agit individuellement.

Les agriculteurs ne sont pas organisés par filières et ne sont pas organisés pour des objectifs économiques précis. C'est du moins l'analyse qu'a partagée, hier, l'expert agronome Akli Moussouni, hôte de l'Assemblée nationale à l'occasion d'une journée d'étude sur le secteur de l'agriculture.

Selon cet expert, le secteur souffre de beaucoup de manques auxquels s'ajoute l'absence d'une politique claire envers les agriculteurs. «Ils ne reçoivent pas les soutiens de l'Etat pour accélérer une production. Ils ne sont pas tenus de répondre à un besoin économique du fait qu'on ne le leur a pas demandé», soutient l'expert qui cite un autre grief et non des moindres, celui relatif au non-respect de la vocation des territoires.

«Par exemple, on soutient la plantation de l'olivier partout. A N'gaous, région qui produit de l'abricot, on a décidé de planter de l'olivier. On réalise des cultures là où il

ne faut pas et là où, pire, ce n'est pas économique. Le fait de donner des subventions sans délimiter les vocations des territoires et l'adaptation des cultures, fait que ces cultures seront toutes abandonnées», souligne Akli Moussouni qui cite le cas édifiant de quelque 25 000 hectares d'arboricultures perdues dans les régions de Hassi-Feddoul et Ain

Oussera du fait que les agriculteurs ont abandonné aussi vite leurs cultures ne sachant pas comment les gérer. Aussi, des terres agricoles ont été complètement détruites avec des plants qui ne sont pas certifiés, note M. Moussouni qui déplore l'absence de réglementation pour protéger les plants certifiés.

«Tout ce qui est fait au gré du hasard ne peut pas donner rationnellement de résultat», estime l'expert. D'après lui, la politique agricole

doit avoir comme axe de développement la sécurité alimentaire. Et pour concrétiser cette politique, il faut bien se baser sur notre potentiel de production et la nature ce qu'on va produire, recommande-t-il.

Pour appuyer son propos, l'expert rappelle qu'à un moment donné, l'Etat a même financé des plants de banane alors qu'elle est une plante qui a besoin d'un climat tropical comme c'est le cas du Brésil. Ce qui, dans le cas algérien,

soutient l'expert, n'a «aucun sens». D'après Moussouni, les politiques agricoles doivent être calquées sur le «physique du territoire» en tenant compte du contexte naturel auquel il faut adapter des activités exploitables et rentables.

L'autre grief énuméré par Akli Moussouni a trait au fait que les organisations professionnelles ne sont pas organisées dans un modèle agropole.

Y. D.

INSTITUT NATIONAL DE LA POSTE ET DES TIC ET ERICSSON ALGÉRIE

L'université et l'entreprise en partenariat

Rapprocher l'aspect académique de l'industriel et développer le secteur des TIC ont été les principales aspirations pour l'Institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication (INPTIC) dans la signature de son partenariat, hier, avec Ericsson Algérie, leader mondial des technologies et services de communication.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'INPTIC dit avoir entamé une nouvelle démarche vers la modernisation de son établissement sur le plan visuel et conceptuel. Ceci à travers son partenariat ratifié hier avec l'équipementier suédois Ericsson. Outre ses formations initiales, continues, et spécialisées, en télécommunications, informatique, réseaux et poste management, l'INPTIC veut donner un dynamisme plus jeune et plus réactif à son modèle face aux mutations expresses qui caracté-

risent le secteur des TIC. Cette «entente stratégique» prévoit la création d'un laboratoire 4G LTE, l'organisation de séminaires, la tenue de cycles de formation pour les enseignants sur les dernières innovations ainsi que le recrutement des stagiaires par Ericsson. Le DG d'Ericsson Algérie, Yacine Zerrouki, a précisé, dans ce sens, que des sessions de stages seront organisées en Suède, abritant la maison-mère de l'entreprise, et dans ses autres centres de recherche à travers le monde, où des jeunes Algériens évoluent notamment.

Etant sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de celui de la Poste et des TIC, ce partenariat répond, évidemment, à la décision du lancement imminent de la 4G mobile en Algérie. Profitant de cette opportunité et de sa présence historique sur le territoire national, Ericsson a également une stratégie derrière ce contrat avec l'INPTIC. Pour concrétiser son objectif de «société en réseaux», c'est surtout de matière grise dont l'entreprise a foncièrement besoin. Et c'est ce dont elle bénéficiera à travers ce partena-

riat. «Développer des solutions nouvelles et des applications innovantes avec les jeunes étudiants en leur assurant un environnement optimisant leur créativité» est la vocation d'Ericsson, selon son responsable régional.

A croire la secrétaire générale du ministère de la Poste et des TIC, ce partenariat s'étendra «prochainement» à l'Institut national des TIC (INTIC) d'Oran. Parallèlement, d'autres programmes sont en étude avec l'entreprise signataire afin de diversifier et de développer davantage le contenu des formations à proposer. Effectivement, si, investi à bon escient, ce rapprochement université-entreprise, dans le domaine des TIC particulièrement, donnera certainement naissance à un contexte concurrentiel plus bénéfique : d'une part pour les entreprises qui y activent en étant toujours plus compétitives, et, d'autre part, pour les jeunes chercheurs pour se dépasser et proposer continuellement des solutions à la pointe de la technologie.

N. B.

Mise au point de l'Organisation nationale des retraités de l'ANP

Dans votre article du 21/02/2016 page 7 intitulé «Les retraités de l'ANP se mobilisent», l'adjudant en retraite, Bourekba (exclu de l'ONR/ANP), évoque qu'une commission nationale de l'organisation vient d'être installée pour préparer un congrès national, etc.

Une mise au point s'impose :

1- D'abord et avant tout, je tiens à préciser qu'aucun des membres de cette commission n'est adhérent ou élu, ils n'ont donc aucune légitimité et, par conséquent, ne sont pas habilités à représenter l'ONR/ANP à quelque titre que ce soit et d'aucune manière (voir la loi sur les associations février 2012).

2- Quant au congrès, il ne peut se tenir uniquement que sur demande du président ou les 2/3 des élus avec l'autorisation des autorités prévues à cet effet conformément à la loi.

3- Le 2 février 2016, s'est tenue une réunion au siège de l'ONR/ANP à Zéralda des chefs de bureau des 48 wilayas dans le but de préparer le congrès dans la première quinzaine d'avril afin de renouveler le bureau national en fin de

mandat d'une part ; de revoir le statut et le règlement intérieur, d'autre part. A cet effet, des commissions régionales ont été mises en place ainsi qu'une commission nationale.

4- La plupart des membres réunis à Khenchela sont à la 4^e création d'un bureau national provisoire d'un président provisoire et ce, depuis 2012. Ils sont tous radiés pour des infractions graves ci-joint à titre d'exemple la radiation de l'adjudant Bourekba sans citer de nom la plupart sont poursuivis pour faux et usage de faux, détournements, usurpation de fonction (élaboration de fausses cartes, de faux cachets, détournement des cotisations, etc.).

5- Concernant les véhicules : l'organisation a signé deux conventions pour l'acquisition de véhicules 40 % cash et 60 % en 4 ans avec KIV et SYDCAR, avec le premier, aucun problème n'a été signalé, quant au 2^e, il a fourni 96 véhicules, a remboursé 196, restent 118, l'affaire a été tranchée par le tribunal de Koléa et en appel à Tipasa, le verdict, 10 ans de réclusion pour le propriétaire et remboursement. Un liquidateur a

été nommé pour régler la situation.

6- Quant aux terrains, des membres de l'ONR se sont constitués en groupe pour acquérir des terrains agricoles à Biskra. Un membre était chargé par eux de rassembler les fonds pour les frais (l'amoncellement, etc.). Mais il n'y a pas eu d'acquisition, tout le monde a été remboursé. L'ONR n'a eu à procéder à aucune opération financière. Par ailleurs, 52 terrains agricoles de 50 ha chacun ont été attribués aux nécessiteux et plus d'une centaine ont bénéficié de l'aide de l'habitat rural et de logements sociaux, etc.

7- Les membres du bureau national sont des bénévoles, ils exercent avec leur argent et ne perçoivent aucune indemnité ni frais de restauration, hébergement, transport et autres «skaiett». Pourtant, et pour la première fois, des élections des 48 wilayas ont été réalisées mettant fin aux éternels intérim, et ce, avec des moyens personnels sans piocher dans les fonds de l'association qui ne sont constitués uniquement que des cotisations. La subvention

du MDN a été suspendue en 2013, juste après mon élection.

8- Enfin, concernant l'enquête : depuis quand un président rend compte à des non-adhérents autoproclamés ? Depuis quand un bac +6 rend compte à un bac -6 et depuis quand un général rend compte à un adjudant ? C'est «dounia taraif», le monde à l'envers. (Les bilans ont été transmis au ministère de l'Intérieur et exposés aux chefs de bureaux élus ; seuls habilités à en prendre connaissance).

9- Depuis mon arrivée en 2012, on s'est battu contre ces mêmes personnes pour imposer des élections libres et légales dans les 48 wilayas, j'ai eu droit à 13 procès par certains de ces mêmes éléments qui ne voulaient pas «j'y suis, j'y reste». J'ai gagné tous ces procès. Les élections ont eu lieu pour la première fois et se sont d'ailleurs très bien déroulées.

P. S. : j'ai annoncé aux élus que je ne me présenterai pas pour un second mandat.

Le président, Mohamed Ouddai